



## Renseignements importants destinés aux locataires et aux locateurs

Utilisez cette formule pour présenter une requête à la Commission concernant des questions liées à la cession ou à la sous-location d'un logement locatif. Vous trouverez des instructions sur la façon de remplir la formule A2 sur le site Web de la Commission à [tribunauxdecisionnelsontario.ca/cli](http://tribunauxdecisionnelsontario.ca/cli).

1. Le locataire qui présente cette requête doit remplir les parties 1, 2 et 4. Le locateur qui présente cette requête doit remplir les parties 1, 3 et 4.
  - **Partie 1** : Renseignements généraux sur :
    - le logement locatif visé par cette requête;
    - vos coordonnées et celles des autres parties à la requête;
    - les autres requêtes non réglées concernant le logement locatif.
  - **Partie 2** : Si vous êtes locataire, sélectionnez et expliquez les motifs de votre requête.
  - **Partie 3** : Si vous êtes locateur, sélectionnez et expliquez les motifs de votre requête.
  - **Partie 4** : Vous ou votre représentant apposez ici votre signature et fournissez les coordonnées de votre représentant le cas échéant.
2. Remplissez la *Demande de services en français ou demande d'adaptation* à la fin de cette requête pour obtenir des services supplémentaires pendant l'audience.
3. Déposez auprès de la Commission toutes les pages de cette requête (à l'exception de la présente page). La Commission vous enverra un avis d'audience précisant la date, l'heure et le lieu de votre audience.
4. Payez les frais de demande à la Commission au moment de déposer la demande. La Commission ne traitera pas votre demande à moins que vous n'ayez payé les frais. Pour la requête A2, les droits de dépôt sont de **53 \$** si présentés par le locataire; et de **201 \$** si présentés par le locateur. Si vous postez la demande ou l'envoyez par service de messagerie, vous pouvez payer les droits de dépôt par mandat, chèque certifié ou carte de crédit. Vous ne pouvez pas payer en argent comptant ou avec une carte de débit si vous déposez par la poste ou par service de messagerie. Si vous payez en ligne, envoyez votre reçu et votre requête par courriel à [LTBpayments@ontario.ca](mailto:LTBpayments@ontario.ca). Si vous ne pouvez pas payer les frais, vous pouvez [demander une dispense des frais](#).
5. Si vous avez des questions ou désirez obtenir des précisions, communiquez avec la Commission.

**416-645-8080**

**1-888-332-3234 (sans frais)**

[tribunauxdecisionnelsontario.ca/cli](http://tribunauxdecisionnelsontario.ca/cli)



Lisez attentivement les instructions avant de remplir cette formule. Écrivez les renseignements en lettres moulées ou dactylographiez-les.

**PARTIE 1 : RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX****Nom et adresse du requérant** Locateur  Locataire

Prénom (S'il y a plus d'un requérant, remplissez une liste des parties et joignez-la à la requête.)

Nom de famille

Raison sociale de la société (le cas échéant)

Adresse postale

Unité/App/Bureau

Municipalité (ville, village, etc.)

Prov.

Code postal

N° de téléphone (jour)

N° de téléphone (soir)

N° de télécopieur

( )

-

( )

-

( )

-

Adresse électronique

**Adresse du logement locatif visé par la présente requête**

Numéro municipal

Nom de la rue

Type de rue (par ex., rue, avenue, boulevard)

Point cardinal (par ex., est)

Unité/App/Bureau

Municipalité (ville, village, etc.)

Prov.

Code postal

**RÉSERVÉ AU BUREAU :**

Numéro de dossier



**Autres parties à la requête**     Locateur     Locataire     Sous-locataire     Occupant actuel

Prénom

Nom de famille

Raison sociale de la société (le cas échéant)

Adresse postale

Unité/App/Bureau

Municipalité (ville, village, etc.)

Prov.

Code postal

N° de téléphone (jour)

N° de téléphone (soir)

N° de télécopieur

(       )       -       (       )       -       (       )       -

Adresse électronique

S'il y a plus d'un autre partie, remplissez une liste des parties et joignez-la à la requête. Indiquez s'il s'agit d'un locateur, d'un locataire, d'un sous-locataire ou d'un occupant actuel.

**Requêtes connexes**

Si vous ou votre locateur ou locataire avez déposé d'autres requêtes visant l'ensemble d'habitation ou le logement locatif et que ces requêtes n'ont pas été réglées, indiquez le numéro de dossier de ces requêtes ci-dessous.

Numéro de dossier 1

Numéro de dossier 2

**PARTIE 2 : MOTIFS DE LA REQUÊTE PRÉSENTÉE PAR LE LOCATAIRE**

**Si vous êtes locataire, ombrez complètement la boîte correspondant à chaque motif de votre requête.**

**Motif 1** : Le locateur a refusé de façon arbitraire ou injustifiée de consentir à ce que je cède ou sous-loue le logement locatif à une autre personne.

**(a)** Ombrez complètement le cercle pour indiquer si vous avez demandé le consentement du locateur pour la :     cession     sous-location

**Veillez expliquer** : Expliquez pourquoi vous croyez que le locateur a refusé de façon arbitraire ou injustifiée de consentir à la cession ou à la sous-location de votre logement locatif.



(b) Ombrez complètement la boîte correspondant à l'ordonnance que vous voulez que rende la Commission. Si la Commission décide en votre faveur, elle peut décider d'ordonner une ou des mesures de redressement qui diffèrent de celles que vous avez sélectionnées.

Je veux que la Commission:

m'autorise à céder ou à sous-louer mon logement à la personne suivante:

Indiquez le nom de la ou des personnes à qui vous désirez céder ou sous louer votre logement :

résilie ma location.

Indiquez la date à laquelle vous voulez que la location soit résiliée :

jj/mm/aaaa

ordonne au locataire de m'accorder une diminution de loyer.

Indiquez le montant de la diminution que vous demandez:

, \$

**Veillez expliquer :** Comment avez-vous calculé le montant de la diminution de loyer?

[Empty box for explanation]

Annexez d'autres feuilles au besoin.

**Motif 2 :** Le sous-locataire n'a pas quitté le logement à la date convenue.

(a) Indiquez la date à laquelle le sous-locataire devait quitter le logement :

jj/mm/aaaa

(b) Ombrez complètement la boîte correspondant aux ordonnances que vous voulez que rende la Commission. Si la Commission décide en votre faveur, elle peut décider d'ordonner une ou des mesures de redressement qui diffèrent de celles que vous avez sélectionnées.

Je veux que la Commission :

rende une ordonnance de résiliation de la location et d'expulsion du sous-locataire.

ordonne au sous-locataire de me verser une indemnité pour chaque jour où il est resté dans le logement après la date à laquelle il devait le quitter.

Loyer total que paie le sous-locataire : , \$

Ombrez complètement le cercle pour indiquer si le sous-locataire doit payer le loyer :

au mois  à la semaine  autre (précisez) \_\_\_\_\_



**PARTIE 3 : MOTIFS DE LA REQUÊTE PRÉSENTÉE PAR LE LOCATEUR**

**Si vous êtes locateur, ombrez complètement la boîte correspondant à chaque motif de votre requête.**

- Motif 1** : Le locataire a cédé ou sous-loué le logement à une autre personne sans mon consentement. Cette personne est un occupant non autorisé.

Ombrez complètement la boîte correspondant aux ordonnances que vous voulez que rende la Commission. Si la Commission décide en votre faveur, elle peut décider d'ordonner une ou des mesures de redressement qui diffèrent de celles que vous avez sélectionnées.

Je veux que la Commission :

- rende une ordonnance de résiliation de la location originale et d'expulsion de l'occupant non autorisé. Indiquez la date à laquelle vous vous êtes rendu compte qu'un occupant non autorisé se trouvait dans le logement.

/ /
jj/mm/aaaa

- ordonne à l'occupant non autorisé de me verser une indemnité pour chaque jour où il est resté dans le logement locatif.

Montant du loyer payé par le locataire avant qu'il transfère l'occupation du logement locatif :

, \$

Ombrez complètement le cercle pour indiquer si le locataire doit payer le loyer :

- au mois  à la semaine  autre (précisez) \_\_\_\_\_

**L'indemnité est calculée à partir de la date à laquelle le locateur a découvert l'occupant non autorisé. Si vous croyez qu'une autre date devrait être utilisée, indiquez cette date et expliquez pourquoi vous croyez que l'occupant vous doit une somme à compter de cette date.**



Frais liés aux chèques sans provision

Remplissez le tableau ci-dessous si vous demandez que l'occupant non autorisé paie les frais exigés par votre banque ou les frais d'administration pour les chèques sans provision que l'occupant vous a remis.

J'ai calculé le montant des frais pour chèques sans provision et des frais d'administration connexes comme suit:

Table with 6 columns: Montant du chèque \$, Date du chèque (jj/mm/aaaa), Date des frais de chèque sans provision encourus (jj/mm/aaaa), Frais bancaires liés au chèque sans provision \$, Frais administratifs du locateur \$, Total des frais \$. Includes a total row at the bottom.

Annexez d'autres feuilles au besoin.

Motif 2 : Je veux que la Commission ordonne l'expulsion du sous-locataire, car la sous-location a pris fin et le sous-locataire n'a pas quitté le logement.

Indiquez la date à laquelle le sous-locataire devait quitter le logement : [ / / ] jj/mm/aaaa

Motif 3 : Je veux que la Commission détermine que mon refus de consentir à la demande du locataire visant la cession de son emplacement dans le parc de maisons mobiles ou la zone résidentielle à baux fonciers était fondé sur des motifs raisonnables.

Vous devez présenter votre requête au plus tard 15 jours après la date à laquelle le locataire vous a demandé de consentir à la cession ou à la sous-location du logement locatif. Si vous déposez la requête plus de 15 jours après la date à laquelle le locataire a demandé votre consentement, vous devez remplir la Demande de prolongation ou de diminution de délai.

Expliquez les motifs de votre refus de donner votre consentement et pourquoi vous croyez qu'ils étaient raisonnables dans les circonstances :

Large empty rectangular box for providing reasons for refusal.

Annexez d'autres feuilles au besoin.



**PARTIE 4 : SIGNATURE**

**Signature du locateur ou du locataire ou du représentant**

/ /  
jj/mm/aaaa

Qui a signé la requête? Ombrez complètement le cercle correspondant à votre réponse.

Locateur     Locataire     Représentant

**Renseignements sur le représentant**

Prénom

Nom de famille

N° du BHC

Raison sociale de la société (le cas échéant)

Adresse postale

Unité/App/Bureau

Municipalité (ville, village, etc.)

Prov.

Code postal

N° de téléphone (jour)

N° de téléphone (soir)

N° de télécopieur

(       )

-

(       )

-

(       )

-

Adresse électronique

**Collecte de renseignements personnels**

La Commission de la location immobilière a le droit de recueillir les renseignements demandés sur le présent formulaire afin de régler votre requête déposée en vertu de l'article 185 de la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*. Une fois le formulaire déposé, les renseignements concernant l'instance peuvent devenir publics s'ils figurent dans une décision ou une ordonnance du tribunal ou dans un autre document, conformément à la [Politique d'accès aux documents](#) de Tribunaux décisionnels Ontario et à la *Loi de 2019 sur les documents décisionnels des tribunaux*. Les parties qui souhaitent assurer la confidentialité de leurs dossiers ou renseignements doivent demander à l'arbitre une ordonnance de confidentialité. Pour toute question sur les ordonnances de confidentialité ou l'accès aux dossiers, envoyez-nous un courriel à [LTB@ontario.ca](mailto:LTB@ontario.ca) ou appelez l'Info-Centre au **416 645-8080** ou **1 888 332-3234** (sans frais).

**Renseignements importants de la Commission de la location immobilière**

1. Vous pouvez demander à la Commission de fournir des services en français à votre audience. Si vous êtes le requérant, vous pouvez remplir la *Demande de services en français ou demande d'adaptation* qui se trouve à la fin de la présente requête. Si vous êtes l'intimé, vous pouvez obtenir la *Demande de services en français ou demande d'adaptation* dans les bureaux de la Commission ou sur le site Web de la Commission à [tribunauxdecisionnelontario.ca/cli](http://tribunauxdecisionnelontario.ca/cli).
2. Vous pouvez demander à la Commission de prendre des dispositions particulières (appelé demande d'adaptation) aux termes du *Code des droits de la personne* de l'Ontario pour vous aider à participer à l'audience. Par exemple, vous pouvez demander à la Commission de prendre les dispositions nécessaires pour fournir les services d'un interprète gestuel. Vous pouvez faire une demande d'adaptation par téléphone, par télécopieur ou par la poste. Si vous êtes le requérant, vous pouvez remplir la *Demande de services en français ou demande d'adaptation* qui se trouve à la fin de la présente requête. Si vous êtes l'intimé, vous pouvez obtenir la *Demande de services en français ou demande d'adaptation* dans les bureaux de la Commission ou sur le site Web de la Commission à [tribunauxdecisionnelontario.ca/cli](http://tribunauxdecisionnelontario.ca/cli).
3. Le fait de fournir des renseignements faux ou trompeurs à la Commission de la location immobilière constitue une infraction à la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*.
4. La Commission peut ordonner au locateur ou au locataire de rembourser à l'autre partie les frais liés à la requête.
5. La Commission applique des règles de pratique qui énoncent les modalités relatives au processus de présentation d'une requête, ainsi que des lignes directrices d'interprétation qui expliquent de quelle façon la Commission peut trancher certaines questions susceptibles d'être soulevées dans une requête. Vous pouvez consulter les règles de pratique et les lignes directrices sur le site Web de la Commission à [tribunauxdecisionnelontario.ca/cli](http://tribunauxdecisionnelontario.ca/cli) ou en acheter un exemplaire dans un bureau de la Commission.

**RÉSERVÉ AU BUREAU :**Delivery Method:  In Person  Mail  Courier  Email  Service Ontario Center MS  FL



Utilisez ce formulaire pour demander à la Commission de la location immobilière (CLI) de fournir des services en français ou pour lui faire savoir que vous avez besoin d'une mesure d'adaptation aux termes du *Code des droits de la personne* de l'Ontario.

---

**Partie 1 : Demande de services en français**

- Cochez cette case si vous voulez que le processus de règlement des différends (conférences de gestion du cas, audiences, etc.) ait lieu en français.

---

**Partie 2 : Demande d'adaptation aux termes du *Code des droits de la personne* de l'Ontario**

- Cochez cette case si vous avez besoin d'une mesure d'adaptation aux termes du *Code des droits de la personne* de l'Ontario pour participer au processus de règlement des différends. La CLI fournira les mesures d'adaptation nécessaires concernant des besoins liés au *Code* pour vous aider tout au cours du processus de présentation d'une requête et du processus d'audience conformément à la politique de Tribunaux décisionnels Ontario sur l'accessibilité et les adaptations. Vous pouvez consulter la politique à [tribunauxdecisionnelsonario.ca](http://tribunauxdecisionnelsonario.ca).

**Veillez expliquer** : Quelles sont les adaptations dont vous avez besoin?



## Méthode de paiement

Indiquez le mode de paiement choisi pour payer les droits:

[Paiement en ligne](#) Reçu n° : \_\_\_\_\_

**Remarque :** le reçu doit être envoyé par courriel avec la requête à [LTBpayments@ontario.ca](mailto:LTBpayments@ontario.ca).

Mandat  Chèque certifié

Le mandat ou le chèque certifié doit être établi à l'ordre du « ministre des Finances ».

Carte de crédit

Si vous payez par carte de crédit et déposez votre requête par la poste ou par service de messagerie, vous devez remplir le formulaire [Paiement par carte de crédit](#) et le faire parvenir avec votre requête.